



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-septième session

Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024

Déclaration du porte-parole des organisations de la société civile

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs,

Nous nous trouvons réunis aujourd'hui à un moment critique, face à une tempête de défis, allant du changement climatique à la pandémie de covid-19, en passant par les conflits et les crises qui affligent les pays de la région (Yémen, République arabe syrienne, Soudan, Gaza, etc.), menacent leur sécurité alimentaire et nécessitent une intervention concrète reposant sur de solides fondements scientifiques. Nous sommes rassemblés non seulement en tant qu'organisations de la société civile mais aussi comme groupe d'êtres humains profondément inquiets par la menace de la faim et les problèmes auxquels sont confrontés les systèmes agroalimentaires dans la région; problèmes qui dépassent toutes les limites et nous touchent tous.

1. Répondant au besoin croissant d'une intensification de la coopération entre la société civile et les organisations internationales afin de pouvoir amener la sécurité alimentaire et le développement durable dans les secteurs agroalimentaires, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a facilité la formation d'un comité directeur composé de la Banque alimentaire égyptienne, de l'Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI), de l'Association agricole omanienne et de la Société arabe de protection des végétaux.
2. La caractéristique du Comité directeur est sa représentativité de la société civile du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que de la communauté scientifique et du monde universitaire. La Banque alimentaire égyptienne avait reçu pour mandat de présider et d'organiser les consultations qui se sont tenues cette année au Caire en République arabe d'Égypte.
3. J'ai l'honneur d'exposer aujourd'hui, au nom de la société civile de la région, les résultats des consultations de la société civile qui se sont tenues en janvier 2024.
4. Le Comité directeur a mis au point une méthode originale et participative de concevoir des programmes exhaustifs et répliquables. Il s'est attaché à orienter les consultations sur les priorités stratégiques de la région et a entamé ses travaux en partant des résultats des consultations précédentes.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

5. Le Comité directeur a dirigé un atelier de deux journées de travaux intensifs, intitulé «Stratégies réalisables pour des systèmes agroalimentaires durables au Proche-Orient et en Afrique du Nord», faisant partie intégrante de la 37^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord qui nous réunit aujourd'hui. Cette année, nous avons à nouveau mis nos idées en commun et avons choisi de nous concentrer sur les actions ciblées, souples, pratiques et responsables.

Les consultations ont été axées sur les quatre priorités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, adoptées à la 36^e Conférence régionale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord et se conformant au Cadre stratégique annoncé par l'Organisation en 2022: La transformation rurale et les chaînes de valeur inclusives; une alimentation saine pour tous; le passage à une agriculture plus respectueuse de l'environnement; et le renforcement de la résilience face aux chocs multiples et à des états de catastrophe prolongés qui affligent directement cinq pays et ont des répercussions sur tous les pays de la région.

6. La présente déclaration, qui résume le rapport circonstancié qui transcrit les résultats de la réunion de consultation de la société civile, est l'expression de notre voix collective.

7. Les participants à cette réunion étaient des représentants de la société civile de la région, soucieux de porter les voix des millions de personnes que servent leurs organisations, celles-ci étant au service des petits exploitants agricoles et de la cause de la sécurité alimentaire; dans le cadre de leurs interventions, ces organisations cernent et hiérarchisent les problèmes en adoptant le point de vue des parties prenantes – les personnes que nous servons – pour élaborer des cadres logiques solides prêts à être mis en œuvre.

8. Malgré la diversité des débats et des profils réunis au cours des deux journées de cet atelier, tous les groupes ont de manière indépendante appelé impérativement à ce que se poursuive ce débat constructif.

9. Propositions d'initiatives de la part de la société civile

- Premièrement: mettre en place une plateforme permanente de coordination et d'apprentissage, qui unisse nos organisations travaillant dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et nous serve d'espace de travail et d'apprentissage mutuel, et qui nous permette d'agir sur le terrain, une plateforme qui promeuve la conception de programmes reposant sur des éléments probants, facilite l'apprentissage, la communication et un accompagnement constant.
- Deuxièmement: lancer une initiative de conservation des semences et des ressources génétiques. Conscients de l'importance de la biodiversité et des savoirs traditionnels, nous nous emploierons, en collaboration avec les communautés locales, les établissements de recherche et les organismes publics, à répertorier, conserver et promouvoir l'utilisation de semences autochtones dans l'intérêt de la durabilité et de la résilience de nos systèmes agroalimentaires.
- Troisièmement: mettre en place un accélérateur régional des progrès des technologies en agriculture, animé par des organisations de la société civile avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et des gouvernements, dont la vocation sera d'attirer les meilleurs spécialistes de la région, en mettant à leur disposition des ressources et l'aide dont ils ont besoin pour transformer leurs idées novatrices en réalités pratiques au service des petits exploitants et de l'agriculture familiale.

10. Au nom du Comité directeur et de la société civile, nous nous emploierons à concrétiser notre ambition collective avant de nous réunir à nouveau dans deux ans. À mesure que nous avançons, gardons à l'esprit que notre force tient à notre unité et à notre engagement à travailler ensemble. Gouvernements, secteur privé, organisations de la société civile et personnes privées, nous pouvons construire ensemble un monde où personne n'est laissé sans recours contre la faim, où l'innovation impulse le progrès et où chaque voix est entendue et tenue pour précieuse.

11. Recommandations aux ministres et aux dirigeants des établissements publics:

- Mettre en place des mécanismes d'appui à la mise en réseau de la plateforme numérique, avec les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile et les secteurs universitaires, afin de permettre l'élaboration et l'utilisation efficace de la plateforme.
- Élaborer des politiques et un cadre juridique qui promeuvent l'exploitation de technologies numériques dans les systèmes agroalimentaires, en encourageant entre autres l'innovation et les investissements dans les techniques agricoles modernes.
- Engager des mesures nationales et régionales à l'appui de la conservation des semences autochtones.
- Doter l'initiative de conservation des semences autochtones de ressources financières et techniques, notamment en dispensant aux communautés locales, aux établissements de recherche et aux organismes publics les formations professionnelles et l'encadrement nécessaires.
- Encourager les esprits scientifiques et les étudiants qui souhaitent trouver de technologies et des solutions novatrices pour l'agriculture, et les accompagner dans leurs travaux d'innovation dans le domaine agricole pour les générations futures.
- Élaborer des stratégies flexibles qui renforcent la résilience du secteur agricole et la résilience des communautés vulnérables, en particulier lors des crises économiques.
- Considérer le secteur agricole (comprenant les cultures, l'élevage et la pêche) comme l'une des priorités stratégiques des pays, pour leur sécurité économique, sociale et politique, et faire du développement rural une priorité des politiques nationales et régionales.
- Défendre les systèmes alimentaires qui reposent sur les capacités nationales et régionales dans le cadre du concept de souveraineté alimentaire globale et promouvoir la culture de produits alimentaires de base tels que le blé; et élaborer des plans d'investissement pour les terres agricoles non exploitées dans la région arabe en vue d'augmenter la production.

12. Recommandations à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture:

- Instaurer, avec la participation de ses bureaux régionaux et nationaux, un système d'aide à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action nationaux et régionaux.
- Continuer de fournir et de renforcer l'appui existant à la sensibilisation à l'importance de la conservation des semences autochtones auprès des petits exploitants agricoles.
- Renforcer l'appui technique et aider à la mobilisation des ressources nécessaires à l'élaboration au fonctionnement et à la promotion de l'accélérateur régional des technologies agricoles.
- Renforcer les partenariats stratégiques avec les parties prenantes du secteur agricole de la région, parmi lesquelles les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, afin de garantir la durabilité du soutien à l'accélérateur régional et sa réussite.
- Fournir un appui technique et aider à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace des trois projets.
- Faciliter la mobilisation des financements de l'aide aux pays devant faire face aux catastrophes et aux crises en vue de parvenir à la sécurité alimentaire.
- Aider à fournir un appui financier destiné à aider les petits exploitants agricoles confrontés aux catastrophes et aux crises.
- Fournir des services de conseil agricole, en mettant l'accent sur l'usage des pesticides et engrais et un usage raisonné de l'eau.

13. Parvenu à la conclusion de la présente déclaration, j'entends exprimer ma profonde gratitude à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) représentée par son Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, qui promeut cette collaboration et met à disposition les ressources vitales pour notre travail commun